

Le gouvernement cherche à cadennasser l'avenir

Inquiet des mobilisations réelles qui se font jour et s'expriment, pour l'heure, avec des succès inégaux et sur une grande variabilité de thématiques (ATER des Antilles, affaire Goigoux, intégration des IUFM, dotation insuffisante des établissements), le gouvernement accélère dans tous les secteurs qu'il contrôle, une recomposition qu'il veut structurante.

Dans le champ de la formation, la transition secondaire /supérieur, le cycle Master, l'articulation recherche-formation-innovation sont des cibles d'un interventionnisme brutal.

- Aujourd'hui nos arguments et analyses sur les travers fondamentaux du LMD et de sa mise en œuvre (pas de cadrage national des diplômes, concurrence exacerbée entre établissements qui pénalise les mobilités étudiantes, manque de moyens pour des pédagogies différenciées en petits groupes à l'entrée en L1,...) apparaissent dans les rapports officiels. Le dernier en date, celui du recteur Hetzel, souligne la difficulté de lisibilité pour les jeunes et leurs familles... mais le ministère interdit tout bilan collectif et réaffirme avec ses nouveaux projets Master, discutés ces jours-ci dans l'urgence, sa volonté de déréglementer davantage. Se profilent, couplés avec une vision concurrentielle des PRES, et sans aucun cadrage ni des contenus ni des moyens horaires d'enseignement, des types de MASTER à la fois tous sélectifs et très hiérarchisés.

Il est possible de s'opposer à la mise en place de ces dispositifs. L'heure n'est pas à limiter l'accès au cycle MASTER, pour les étudiants qui ont validé des enseignements cohérents du cycle L. La diminution sensible du flux d'entrée en Master (- 3,5%) est inquiétante. L'avenir scientifique, culturel, économique du pays ne peut se satisfaire de ces ambitions rognées. Les étudiants, en particulier avec une campagne de l'UNEF dans les conseils d'université, se mobilisent contre la sélection à l'entrée en M1, le SNESUP facilitera toutes les convergences.

- Le budget 2007 dont les chapitres sur le supérieur et la recherche viennent d'être discutés à l'Assemblée, acte à la fois les renoncements de l'Etat et les choix libéraux du gouvernement –on est loin des 3000 créations de postes qui avaient été promises par Chirac ; seul le sous-chapitre du supérieur privé affiche des moyens en augmentation (+ 10%). Cela s'inscrit dans la priorité accordée aux établissements qui font payer au prix le plus fort les étudiants attirés par des labels spécifiques.

Comme à Tours des votes très largement majoritaires des CA doivent condamner les DGF et poser les jalons du nécessaire collectif budgétaire qui s'imposera quelque soit le résultat des scrutins de 2007.

- L'AERES, condamnée très largement par la communauté universitaire (merci aux milliers de signataires de la lettre ouverte au premier ministre), est mise sur les rails par le décret du 3 novembre.

Il est de notre responsabilité de mettre en échec la volonté de caporaliser l'ensemble des dispositifs d'évaluation. En portant partout et avec force les exigences de démocratie, de transparence, de confiance dont nous sommes les plus ardents défenseurs, les dispositifs de sélection et d'exclusion peuvent être battus en brèche. Comme dans d'autres périodes, la science et l'avenir des universités et de la recherche ne peuvent être cadennassées.

**VOTE CTPU (second tour)
avant le 11 décembre à midi**

*Tous les enseignants-chercheurs devraient recevoir le matériel de vote à leur domicile (vote uniquement par correspondance ouvert dès le 13 novembre).
Les nouveaux nommés à la rentrée 2007 sont électeurs.*

**VOTEZ, DES RECEPTION,
ASSUREZ LE SUCCES DE LA LISTE SNESUP**

21 NOVEMBRE

**DES TEMPS FORTS
EN REGION ET A PARIS
CONTRE LE BUDGET**

*à Paris, rassemblement intersyndical
à 14 h sur le parvis du Musée d'Orsay*